

BOUTEFLIKA SIGNE LE DÉCRET

Le corps électoral convoqué aujourd'hui

Abdelaziz Bouteflika convoquera aujourd'hui le corps électoral pour l'élection présidentielle qui devra se tenir le 9 avril 2009. C'est ce que nous confie une source très bien informée qui précise que la convocation se fera sous forme d'une signature du décret présidentiel portant ladite convocation.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est donc à partir d'aujourd'hui «que les choses sérieuses» vont commencer. Bouteflika, qui reçoit ce samedi son homologue cubain, entamera dès la fin de la visite officielle de celui-ci en Algérie, lundi prochain, sa véritable campagne électorale avec le soutien d'une redoutable machine de guerre qu'est son staff de campagne que dirige Abdelmalek Sellal. Fort probablement, l'annonce officielle de sa candidature tant attendue, Bouteflika

la fera jeudi 12 février à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger.

Un show politico-médiatique est prévu à cet effet avec un cérémonial où aucun détail n'est négligé car, à en croire notre source, l'entourage de Bouteflika a confié la confection de cet événement à une «boîte» spécialisée dans le marketing politique de droit belge qui appartient à un Algérien.

Y seront conviés l'ensemble des membres des structures dirigeantes des



Un véritable show politico-médiatique est prévu.

partis, des organisations nationales qui soutiennent la candidature de Abdelaziz

Bouteflika pour un troisième mandat, mais aussi l'ensemble des membres du

gouvernement, des parlementaires, les P/APW, les P/APC des chefs-lieux de wilaya, tous les cadres supérieurs de l'Etat et des personnalités nationales. C'est devant tout ce beau monde que Bouteflika viendra annoncer officiellement sa candidature.

Quant à la campagne proprement dite, notre source nous confie «qu'elle différera grandement de celles de 1999 et 2004». En ce sens, «le président animera peu de meetings et basera toute sa campagne électorale sur un travail de proximité». Cette campagne de proximité consistera en une série de visites dans les wilayas. «La première visite qu'effectuera le président, tout de suite après l'annonce de sa candidature, est

prévue dans la wilaya de Biskra ou alors Relizane. Elles seront suivies d'autres visites dans d'autres wilayas qu'il avait, à l'instar de Biskra et Relizane, visitées le moins ces dernières années», ajoute notre source.

Lors de ses visites à l'intérieur du pays, Bouteflika axera l'essentiel de ses activités, outre les fameux «bains de foule» et les inaugurations, sur des rencontres répétitives avec «les notables» et «la société civile». Une manière, bien entendu, de compenser une campagne électorale classique très exigeante et très éprouvante pour le candidat, notamment s'agissant d'élection présidentielle...

K. A.

LA PRÉSIDENTIELLE N'EMBALLÉ PAS LE FFS

«Elle est annonciatrice d'une énième supercherie et fraude électorale»

«Les dés sont pipés. La révision constitutionnelle était déjà annonciatrice d'une énième supercherie et fraude électorale, dont nous connaissons les tenants et les aboutissants.» Ces propos ne sont pas du premier secrétaire national du FFS, mais du secrétaire national chargé de la communication. En l'absence de Karim Tabou, «en tournée à l'intérieur du pays», la communication officielle du parti est assurée par Sadeg Nassim.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est le calme plat au siège national du plus vieux parti de l'opposition démocratique. Au FFS, rien n'indique que l'actualité politique nationale est dominée par l'échéance électorale d'avril prochain. Les priorités de ce parti sont ailleurs. Depuis quelques mois, le FFS s'est engagé dans une véritable course. Son objectif : accélérer la cadence de restructuration du parti. «L'activité organique domine nos travaux. La direction nationale du parti est engagée de plain-pied dans le processus de renouvellement de nos structures, dont la plus importante échéance est la tenue des congrès des fédérations attendus à compter de mars prochain», explique le secrétaire national chargé de la communication. La présidentielle ? Le FFS n'y pense guère. Le «positionnement» final du parti sur la question sera connu à l'occasion de la tenue de la session ordinaire de son conseil national, prévue pour le 12 février prochain. «Même si le parti s'est déjà exprimé sur la question en tant que direction nationale, la réunion du conseil national qui se tiendra prochainement définira la position officielle du parti. On se fixera définitivement sur cette question», souligne notre interlocuteur qui ajoute : «Bouteflika, qui incarne un régime totalitaire et violent depuis 1999 a été dénoncé par le FFS.

Comment, dès lors, peut-on prendre part à une élection ou faire confiance à ce régime ? Ce qui s'est produit le 12 novembre 2008 n'est pas seulement une violation de la Constitution, mais la violation caractérisée de tous les principes élémentaires de l'exercice politique. Les positions du FFS sont

connues sur la question. Il faut des préalables et une volonté pour un véritable changement. Chose qui n'existe pas aujourd'hui.»

Le message attendu
d'Aït Ahmed

Pour le secrétaire national du FFS, chargé de la communication, «le parti est resté fidèle à ses principes. Des principes qui font de lui la seule formation politique qui connaît une vie organique dense, à travers l'animation de ses structures et son rapprochement de la population. La feuille de route, tracée au lendemain de la tenue de notre quatrième congrès national, est claire et ne souffre aucune ambiguïté.

Nous devons redynamiser et renouveler nos structures. La tenue prochaine de la session ordinaire de notre conseil national constitue une halte importante de notre vie organique. Elle nous permettra d'évaluer nos actions et définira nos prochaines actions».

En effet, la tenue prochaine de la session ordinaire du conseil national du FFS revêt un caractère particulier pour les responsables du parti. Selon des sources proches du FFS, il est n'est pas exclu que le président du parti, Hocine Aït Ahmed, transmette en cette circonstance un «important» message aux membres du conseil national de son parti. Une information que Sadeg Nassim n'a ni confirmée ni démentie. Selon notre interlocuteur, «jusqu'à présent, il n'y a rien de prévu. C'est le conseil national du parti, instance suprême entre deux congrès, qui va déterminer la position du parti et la stratégie à adopter».

Mais, il n'en demeure pas moins que Aït Ahmed marquera de

son empreinte les travaux du conseil national. «En sa qualité de militant et président du parti, Aït Ahmed aura à s'exprimer sur la question. Son éclairage et ses orientations seront d'un apport considérable pour les membres du conseil national», indique, pour sa part, un autre responsable rencontré à l'extérieur du siège du parti.

«Nous sommes toujours
en concertation
avec Hamrouche et Mehri»

Le déploiement du FFS ne se limite pas à la seule question organique. Selon Nassim Sadeg, le parti est toujours en contact avec des personnalités politiques partageant avec le parti les mêmes constantes politiques. «Il n'y a pas de rendez-vous précis», ajoute notre interlocuteur à la question de

savoir si le FFS compte relancer l'appel à l'initiative des trois personnalités politiques, en l'occurrence Aït Ahmed, Mehri et Hamrouche. Au passage, le secrétaire national du FFS chargé de la communication a démenti tout contact avec les autres partis politiques ou acteurs de la vie politique nationale en dehors de ces derniers. «Nous sommes en avance quant à leur positionnement jusque-là circonscrit à la question présidentielle.

Pour nous, cette élection ne constitue pas un objectif ou une priorité», affirme Nassim Sadeg qui a évité de citer les acteurs politiques ciblés par ses propos. Et de renchérir : «On ne peut pas imaginer à l'heure actuelle construire une quelconque initiative avec des forces politiques qui ont fait allé-

geance au régime et qui ont cautionné et même validé des entreprises orchestrées par des cercles du pouvoir.»

Pour Sadeg Nassim, «les citoyens sont conscients, et sont en avance sur les politiques. Donc, on ne peut pas dire que la population est dupe. Depuis l'indépendance, les Algériens ont subi les pires supercheries, et ce n'est pas avec une élection d'un candidat médiatisé et ultra soutenu, au moment où les résultats sont connus d'avance, qu'on va les tromper. Le mal est profond. Seul un changement du régime, qui est la source du marasme, de la pauvreté et de la confiscation des droits élémentaires des Algériens, est à même d'instaurer une véritable démocratie».

A. B.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Belaïd Mohand-Oussaïd annonce sa candidature

Belaïd Mohand-Oussaïd a présenté, jeudi, sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle. L'ancien bras droit de Taleb Ibrahim a dénoncé les entraves dans l'opération de collecte de signatures.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mohamed Saïd, de son vrai nom Belaïd Mohand-Oussaïd, a annoncé, jeudi, à la salle El Mouggar, son intention de se présenter à l'élection présidentielle d'avril prochain.

«J'ai décidé, après mûre réflexion, de ne pas rester parmi ceux qui enfoncez leur tête dans les sables du désespoir. J'ai décidé, avec la volonté de Dieu, de me présenter à la prochaine élection présidentielle, afin de contribuer au soulagement du citoyen, dans sa vie quotidienne, dans la paix et la sécurité, rectifier ce qui a été souillé par les corrompus», a déclaré Mohamed Saïd devant une assistance composée en grande partie d'étudiants. L'ancien bras droit de Taleb Ibrahim a débuté sa déclaration par un hommage appuyé à la résistance palestinienne qui, selon lui, a su s'opposer «en lieu et place des Arabes et des musulmans, à l'agression israélienne soutenue par les USA et certains pays occidentaux, et avec la complicité de régimes arabes connus». Belaïd Mohand-Oussaïd aura également une pensée pour les victimes de la «tragédie nationale», un terme puisé directement dans le répertoire «réconciliateur». «En ces moments aussi, je ne peux m'empêcher de penser

aux dizaines de milliers de familles meurtries par les années infernales de la tragédie nationale (...) Dans leur malheur, ces familles sont condamnées à l'orphelinat, au veuvage, à la solitude ou à la souffrance insupportable dans l'attente du retour d'un disparu. Pourtant, elles n'ont commis ni péché, ni négligence, mais, pour nous croyants, Dieu en a décidé ainsi». Pour le candidat Belaïd Mohand-Oussaïd, la «tragédie nationale» est donc le résultat de la volonté divine. Il est vrai que l'homme ne cache pas son intention d'élargir le concept de «réconciliation nationale» afin de consolider «la sécurité et la paix sociale». Il envisage également de réactiver la vie politique en imposant le respect de la liberté de constitution de partis politiques, de syndicats et d'associations. «Parmi les impératifs que nécessite la relance de la vie politique, se situe le respect de l'autorité de l'Etat par l'attribution des responsabilités aux hommes compétents et professionnels connus pour leur abnégation, et la mise en place d'instruments de contrôle efficaces à même d'éradiquer la corruption, l'enrichissement illicite et le blanchiment d'argent.» Abordant la question de la collecte de signatures de parrainage pour l'élection, Belaïd Mohand-Oussaïd a reconnu que cette phase est «parsemée d'entraves et de difficultés créées de toute pièce». En marge de cette cérémonie, le candidat à l'élection présidentielle refusera toutefois de préciser s'il a réussi à dépasser le cap des 75 000 signatures.

T. H.